

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16/06/2022 de l'établissement QUARON implanté 12, rue de la Rache BP 57 59320 HAUBOURDIN, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 13 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



QUARON

12, rue de la Rache
BP 57
59320 HAUBOURDIN

Références : référence à compléter

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement QUARON implanté 12, rue de la Rache BP 57 59320 HAUBOURDIN. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection renforcées des sites « SEVESO seuil haut » de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier en date du 21 avril 2022.

L'inspection porte sur la thématique « Gestion de la sous-traitance » du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) mis en place par l'exploitant. Il s'agit d'une action nationale, listée parmi les priorités 2022 de l'inspection.

Elle vise à vérifier que les opérations sous-traitées sont intégrées dans les procédures et l'organisation mises en place pour assurer la maîtrise de l'exploitation, la gestion de la maintenance et la gestion des situations d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUARON
- 12, rue de la Rache BP 57 59320 HAUBOURDIN
- Code AIOT dans GUN : 0007001642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le site exploité par DISTRICHIMIE depuis 1991 est devenu QUARON en 2005 (déclaration de l'exploitant en date du 21 mars 2005).

L'entreprise QUARON a été créée en 2003. Distributeur de produits chimiques de premier plan aux Pays-Bas, en Belgique et en France, le groupe QUARON exporte des produits chimiques dans plus de 30 pays. QUARON fournit le lien entre les fabricants de produits chimiques et les utilisateurs finaux industriels.

Les activités de l'entreprise sont le conditionnement de vrac, le stockage, la dilution, les mélanges de produits chimiques, le transport et le support technique. Les principaux centres de distribution de QUARON sont situés à ZWIJNDRECHT et à WORMERVEER (Pays-Bas), à TOURNAI (Belgique) et à RENNES, MONTEREAU, BORDEAUX, NIORT et HAUBOURDIN (France).

La gamme de produits distribués est très étendue :

- acides et bases
- solvants
- produits solides
- produits de filtration
- engrais solides
- additifs de nutrition animale.

Le site de RENNES regroupe siège social, laboratoires, direction technique, fabrication et distribution.

QUARON regroupe entre 450 et 500 personnes dont 180 en France.

L'effectif du site de distribution d'Haubourdin est de 26 personnes (exploitation 13 personnes, administratif et commercial 13 personnes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- SGS : gestion de la sous-traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
01) Organisation générale pour la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
02) Orga interventions sous-traitées (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
03) Orga : préparation d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
04) Orga : prépa d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
05) Gestion des Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
06) Orga : suivi d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
07) Orga : Suivi d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
08) Orga : Intervention sur une MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
09) Orga interventions sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10) Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
11) Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
12) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
13) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
14) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
15) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que le nombre d'entreprises extérieures travaillant sur le site d'Haubourdin est limité (moins de 10 à l'année). Les entreprises extérieures sont répertoriées par type de missions. Les principes d'interventions sont formalisés dans la procédure « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS IR 11 daté du 28 août 2016 qui a pour objet la gestion des modifications et des opérations de maintenance interne et externe apportées aux installations du site QUARON d'Haubourdin concernées par le système de gestion de la sécurité.

La procédure de gestion des situations d'urgence s'applique aux personnels Quaron et aux personnels des entreprises extérieures présents sur les lieux. Le lien avec le POI se fait via le responsable des travaux. Il existe des exercices POI organisés en présence d'entreprises extérieures. Il existe un plan de formation pour les personnels des entreprises extérieures.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 01) Organisation générale pour la sous-traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Questions : Pour quelles missions l'exploitant fait-il appel à des sous-traitants ? Contrôles et maintenance de matériels ? Ou des tâches d'exploitation sont-elles externalisées également ? Quels services côté exploitant sont impliqués pour le suivi ou le recours aux sous-traitants ? Constats : Quaron dispose d'une procédure « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS IR 11 daté du 28 août 2016 qui a pour objet la gestion des modifications et des opérations de maintenance interne et externe apportées aux installations du site QUARON d'Haubourdin concernées par le système de gestion de la sécurité. Elle permet de s'assurer du suivi des modifications et des travaux de maintenance dans les zones considérées. Elle intègre la remise en service des EIPS/MMRI après travaux. La validation du projet de travaux ainsi que la remise en service des équipements est soumis à Visa d'un représentant du service HSE. Le document précise les secteurs de Quaron concernés par cette instruction : le magasin 17, les magasins 1,2,3, la pomperie incendie le bungalow-rideau d'eau solvant, la station de neutralisation, le bassin de confinement, la cuverie des inflammables R7 et les cuves javel.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 02) Orga interventions sous-traitées (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Questions : L'exploitant dispose t-il d'une liste des sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations ? Préciser (autant que possible) le nombre d'entreprises employées pour la sous-traitance sur une année
Constats : Quaron dispose pour chaque équipement le nom de la société qualifiée pour intervenir. L'entreprise extérieure a fourni à Quaron les habilitations des intervenants sur les EIPS. Les intervenants choisis par Quaron lors d'un besoin dispose de sa fiche (DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011) d'habilitation avec l'historique des interventions déjà réalisées sur le site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 03) Orga : préparation d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Questions : Quelles sont les grands principes pour le recours aux sous-traitants et à leur accompagnement sur site ? A ce stade, il est possible de prendre en fil rouge 1 intervention pour vérifier l'application de l'orga exploitant. Reprendre étape par étape : 1) Cahier des charges (CDC) : Y a-t-il un cahier des charges pour chaque intervention de maintenance ou contrôle ? Y a-t-il des exigences sur les compétences / habilitations minimales ? L'exploitant demande-t-il que les intervenants aient été formés aux risques susceptibles d'être rencontrés en intervention ? 2) Choix de l'entreprise : Y a-t-il une procédure d'appel d'offre ? Côté exploitant, qui a en charge la rédaction des CDC, des appels d'offre ? Qui choisit l'entreprise ? Quels sont les critères de choix ? (statut de fabricant de l'équipement, prix, renommée,...) Le prix est-il le critère principal ? Importance des principes de sécurité dans l'éval du prestataire ? Le cas échéant, y a-t-il des consignes de l'échelon national de l'exploitant ? Quelles marges en local ?
Constats : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité : <ul style="list-style-type: none">• « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS IR 11 datée du 28 août 2016 ;• « fiche de modification maintenance installations soumises au SGS » DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011. La fiche de « modification maintenance » décrit l'objet de la modification et fait l'analyse des risques associés à celle-ci. Le responsable des travaux de Quaron remplit la fiche de « modification maintenance » et fait la visite sur le terrain avec l'intervenant, après avoir vérifié son autorisation de travail (validité la demi-journée et renouvelable en fonction de l'avancée des travaux). La procédure « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS IR 11 daté du 28 août 2016 prévoit les mesures conservatoires que Quaron doit mettre en place (document rédigé par QHSE et validé par toute la chaîne au sein de Quaron). Si un permis de feu est nécessaire il est indiqué par le responsable des travaux Lors de la visite du 16 juin 2022, l'inspection des installations classées a consulté le dossier de la dernière intervention (15 novembre 2021 – changement d'une bride après détection d'une fuite sur une tuyauterie de la pomperie).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 04) Orga : prépa d'une intervention (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Questions :</p> <p>3) Préparation de l'intervention : Y a-t-il systématiquement une pré-visite sur le terrain du sous-traitant avec le service Responsable ? Y a-t-il systématiquement une Autorisation de Travail (AT) / une Analyse des Risques (AdR) établies en amont ? Par qui ? Service HSE impliqué ? Voir formulaires disponibles + prendre des exemples.</p> <p>Quelle durée de validité de l'AT ? Quelles modalités si chantier sur plusieurs jours ? Réanalyse à la réouverture de l'AT ?</p> <p>La mise en configuration des installations / consignations sont-elles bien gérées au travers de l'AT ? Les autres permis également ? (permis de fouille, plan de levage, permis de radiographie,...) → Le permis de feu est traité après. Si mesures compensatoires définies, qui fournit le matériel ? (ex : détecteur portatif, moyens incendie « portatifs », bâches, protection de câbles,...) Qui vérifie la mise en place de ces mesures ?</p> <p>Constats : Le site Quaron d'Haubourdin ne possède pas d'installation de fabrication. Les activités de l'entreprise sont le conditionnement de vracs, le stockage, la dilution, les mélanges de produits chimiques, le transport et le support technique. Les phases d'arrêt et de démarrage ne concernent donc que les activités de conditionnement. En cas de maintenance, l'analyse des risques associés aux travaux permet de conclure à la nécessité de la délivrance ou non d'un permis de feu. Le permis de feu (référéncé DOC – QHSE – PERMIS DE FEU – IR 03 daté du 29 août 2009) détaille les consignes à respecter avant et pendant les travaux ainsi que après les travaux. Il est délivré comme l'autorisation de travail à la demi-journée renouvelable si nécessaire. Après les travaux, une inspection commune (Quaron et intervenant) a lieu, et Quaron maintient la surveillance rigoureuse pendant 1 heure après la cessation du travail. La procédure « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS - IR 11 datée du 28 août 2016 prévoit les mesures conservatoires que Quaron doit mettre en place en cas d'inhibitions des détecteurs incendie au magasin 17 ou au magasin 1,2,3 : <ul style="list-style-type: none"> • En activité : pas de mesures compensatoires complémentaires, le personnel d'exploitation présent sur le site suffit à la surveillance; • Hors activité : des rondes de surveillance supplémentaires sont mises en place, la coupure électrique du magasin est réalisée. La « fiche de modification maintenance installations soumises au SGS » DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011, prévoit à son paragraphe VI (redémarrage de l'EIPS) : <ul style="list-style-type: none"> • validation de l'implantation EIPS ; • validation fonctionnalité EIPS selon cahier des charges ; • autorisation de levée des mesures compensatoires. </p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 05) Gestion des Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Questions :</p> <p>Concernant le permis de feu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelle est sa durée de validité ? - Quelle est la nature des dangers pris en compte ? Dans quels cas établit-on un permis de feu ? - Quels sont les types de matériels qui peuvent être utilisés, les moyens de protection ? Qui fournit ces moyens ? Le cas échéant, qui fournit les outils anti-étincelle ? - Y a-t-il une procédure de mise en sécurité des installations ? - Quid si chantier sur plusieurs jours ? Nouvelle analyse des risques ? Par qui ? <p>Comment se fait la surveillance 2 heures après la fin de l'intervention ? Qui la réalise ? Comment est-elle tracée ? Quelles dispositions pour ne pas oublier ce contrôle ?</p> <p>Y a-t-il des inhibitions de détecteurs incendie (pour éviter des déclenchements intempestifs lors de l'intervention) ? Si oui, qui les réalise et comment est-ce tracé ? Dans ce cas, comment se fait la surveillance incendie pendant l'intervention ? Personnel intervenant ? Formé à ça ?</p> <p>Comment s'assure-t-on de la remise en service des détecteurs ?</p> <p>Constats : La procédure « habilitation intervenant entreprise extérieur sur EIPS » DOC – QHSE – HAB INTERV EXT SGS – IR 05 daté du 30 octobre 2011, précise les points permettant à Quraon d'habiliter l'intervenant notamment l'accueil sécurité renforcé (valable 1 an). Cet accueil est réalisé par le QHSE avec l'appui du document DOC – RH – accueil Entr Ext – IR 02 daté du 10 juillet 2019. Après la délivrance de l'autorisation de travail (renouvelable par demi-journée), l'intervenant est pris en charge par le responsable des travaux pour être accompagné jusqu'au lieu d'intervention. Un point de l'évolution des travaux est effectué régulièrement par le responsable Quaron.</p> <p>Observations :</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : 06) Orga : suivi d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Questions : 4) Suivi du chantier : Quel accompagnement à l'arrivée des intervenants ? Accueil sécurité, délivrance AT et permis ? Accompagnement jusqu'au lieu de l'intervention ? Quels contrôles par l'exploitant lors de l'intervention ? Par sondage ? Points d'arrêt (avec venue systématique d'un agent de l'exploitant pour contrôle) ? Supports de contrôles ?
Constats : La « fiche de modification maintenance installations soumises au SGS » DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011, prévoit : <ul style="list-style-type: none">• à son paragraphe V (après travaux) la vérification par le responsable des travaux de la fin de l'intervention et de la présence des EIPS conforme aux cahier des charges ;• à son paragraphe VI (redémarrage de l'EIPS) :<ul style="list-style-type: none">◦ validation de l'implantation EIPS ;◦ validation fonctionnalité EIPS selon cahier des charges ;◦ autorisation de levée des mesures compensatoires.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 07) Orga : Suivi d'une intervention (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Questions : 5) Fin de chantier : Quelles modalités de réception du chantier ? Par qui ? Contrôle de la bonne exécution des tâches demandées ? Mise en œuvre des bons matériaux ? Contrôles de bon fonctionnement des équipements concernés ? Propreté / déchets ? Modalités de levée de l'AT et des différents permis ? 6) Evaluation / REX : Y a-t-il une évaluation de la prestation / du prestataire après intervention ? Si oui, quels sont les points évalués ? Si oui, ces évaluations sont-elles utilisées pour choisir à l'avenir un prestataire sur une intervention similaire ? Un retour est-il fait vers le prestataire ?
Constats : Quaron dispose d'une procédure « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS IR 11 daté du 28 août 2016 qui a pour objet la gestion des modifications et des opérations de maintenance interne et externe apportées aux installations du site QUARON d'Haubourdin concernées par le système de gestion de la sécurité. Elle permet de s'assurer du suivi des modifications et des travaux de maintenance dans les zones considérées. Elle intègre la remise en service des EIPS/MMRI après travaux. La validation du projet de travaux ainsi que la remise en service des équipements est soumis à Visa d'un représentant du service HSE. Le document précise les secteurs de Quaron concernés par cette instruction : le magasin 17, les magasins 1,2,3, la pomperie incendie le bungalow-rideau d'eau solvant, la station de neutralisation, le bassin de confinement, la cuverie des inflammables R7 et les cuves javel. Quaron dispose pour chaque équipement le nom de la société qualifiée pour intervenir. L'entreprise extérieure a fourni à Quaron les habilitations des intervenants sur les EIPS. Les intervenants choisis par Quaron lors d'un besoin dispose de sa fiche (DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011) d'habilitation avec l'historique des interventions déjà réalisées sur le site. La procédure « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS - IR 11 datée du 28 août 2016 prévoit les mesures conservatoires que Quaron doit mettre en place en cas d'inhibitions des détecteurs incendie au magasin 17 ou au magasin 1,2,3 : <ul style="list-style-type: none">• En activité : pas de mesures compensatoires complémentaires, le personnel d'exploitation présent sur le site suffit à la surveillance;• Hors activité : des rondes de surveillance supplémentaires sont mises en place, la coupure électrique du magasin est réalisée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 08) Orga : Intervention sur une MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Questions :</p> <p>Y a-t-il des spécificités pour les interventions sur les composants des MMR (ou matériels sensibles cités dans l'EDD) ?</p> <p>En particulier, l'exploitant exige-t-il des formations / habilitations supplémentaires ? Par exemple, sensibilisation aux erreurs potentielles/dérives et à leurs conséquences sur le fonctionnement des MMR et donc sécurité des installations ? Impose-t-il de respecter une procédure de maintenance spécifique aux matériels ?</p> <p>Y a-t-il des modalités particulières si les équipements sont rendus indisponibles pendant l'intervention ? Analyse de sécurité / mesures compensatoires ?</p> <p>Prendre un exemple.</p> <p>Comment l'exploitant sélectionne les sous traitants qui interviennent sur les MMR ? Le cas échéant, y a-t-il des procédures spécifiques ?</p> <p>Constats : Le site Quaron d'Haubourdin ne possède pas d'installation de fabrication. Les activités de l'entreprise sont le conditionnement de vracs, le stockage, la dilution, les mélanges de produits chimiques, le transport et le support technique. Les phases d'arrêt et de démarrage ne concernent donc que les activités de conditionnement.</p> <p>Les principes sont formalisés dans la procédure « intervention dans un secteur soumis au SGS » PR-QHSE-INTRV ZONE SGS - IR 11 datée du 28 août 2016.</p> <p>La procédure « habilitation intervenant entreprise extérieur sur EIPS » DOC – QHSE – HAB INTERV EXT SGS – IR 05 daté du 30 octobre 2011, précise les points permettant à Quaron d'habiliter l'intervenant notamment l'accueil sécurité renforcé (valable 1 an). Cet accueil est réalisé par le QHSE avec l'appui du document DOC – RH – accueil Entr Ext – IR 02 daté du 10 juillet 2019.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 09) Orga interventions sous-traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Questions : Ces principes sont-ils formalisés dans des Procédures / documents Qualité ? Si oui, lesquels ? Sont-ils rattachés au SGS ? L'exploitant dispose-t-il de procédures pour les installations/équipements dont l'entretien et la maintenance sont sous-traités ? Ces procédures définissent-elles clairement les consignes à respecter par les sous-traitants ? Comment les procédures d'exploitation sont-elles diffusées aux entreprises extérieures ?
Constats : L'exploitant a présenté la procédure « Préparation et réponses aux situations d'urgence » PR-URG-PREPA-REP-SIT-URG (IR 02) datée du 19 octobre 2020, qui a pour but de « définir les cas d'urgence environnementaux ainsi que les modalités à suivre lors de ces situations afin de préserver l'environnement ». La procédure PR-URG-PREPA-REP-SIT-URG (IR 02) est référencée dans le Manuel des procédures applicables au site QUARON d'Haubourdin et s'applique aux personnels de Quaron et aux personnels des entreprises extérieures présents sur les lieux. L'articulation de la procédure PR-URG-PREPA-REP-SIT-URG (IR 02) avec le POI est précisée (chapitres 3 et 6 de la procédure). Les exercices POI s'effectuent en présence des entreprises extérieures si elles sont présentes sur le site à ce moment-là. Quaron demande aux personnels extérieurs, dans ce cas, de se mettre en sécurité à l'accueil aux entreprises.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10) Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Questions : Qu'est-il attendu de la part des sous-traitants en cas d'alerte / d'accident ? Les sous-traitants participent-ils à la gestion de crise ? A la lutte contre l'incendie ? Si oui, est-ce formalisé dans le POI ? Est-ce contractualisé ? Si non, les actions attendues sont la mise en sécurité du chantier et l'évacuation ? Comment les personnels sous-traitants sont-ils informés sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention (transmission des éléments du POI, information sur le schéma d'alerte) ? Les sous-traitants sont-ils associés aux exercices POI et, en particulier, des exercices sont-ils assurés en phase travaux pour permettre leur association ?
Constats : L'articulation avec le POI est assurée. Lors de l'accueil de l'entreprise extérieure, une formation est réalisée par le QHSE avec l'appui du document DOC – RH – accueil Entr Ext – IR 02 daté du 10 juillet 2019. Ce document présente que faire en cas d'urgence et les règles d'évacuation. Les exercices POI peuvent s'effectuer en présence des entreprises extérieures si elles sont présentes sur le site à ce moment-là. Qu'on demande aux personnels extérieurs, dans ce cas, de se mettre en sécurité à l'accueil aux entreprises.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 11) Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Questions : Comment les sous-traitants sont intégrés dans la maîtrise des procédures d'urgence ? Participent-ils aux tests et exercices ? Participent-ils aux manœuvres de moyens de lutte incendie ? Les exercices POI sont-ils organisés en phase travaux ? Si le personnel sous traitant n'intervient pas en cas d'accident, est-il entraîné à l'évacuation ?
Constats : En dehors des habilitations exigées par Quaron, le personnel de chaque entreprise extérieure pénétrant sur le site reçoit de la part du QHSE Quaron une formation reprenant les items suivants : <ul style="list-style-type: none">• présentation de Quaron et des activités du site ;• présentation du plan de prévention de Quaron ;• présentation des autorisations de travail et des habilitations nécessaires à l'intervention ;• présentation des interdictions sur le site (cigarette, téléphone...);• présentation du permis de feu ;• présentation des risques pendant l'intervention ;• présentation des risques incendie et chimique sur le site ;• que faire en cas d'urgence et le plan d'évacuation ;• présentation des alarmes.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 12) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Questions :</p> <p>Existe t-il un plan de formation pour les personnels des entreprises extérieures ? Quelles formations prévues ?</p> <p>Bien distinguer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les formations / habilitations pour réaliser la tâche sur le matériel, y compris les conséquences d'erreurs sur le fonctionnement du matériel / d'une MMR (de responsabilité prestataire) ; - les formations aux risques du site d'accueil (de responsabilité exploitant). <p>Constats : Quaron dispose pour chaque équipement le nom de la société qualifiée pour intervenir. L'entreprise extérieure a fourni à Quaron les habilitations des intervenants sur les EIPS. Les intervenants choisis par Quaron lors d'un besoin dispose de sa fiche (DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011) d'habilitation avec l'historique des interventions déjà réalisées sur le site.</p> <p>Dans le cas des chauffeurs, Quaron rencontre les prestataires tous les ans, vérifie les formations reçus par chaque personnel et organise des formations spécifiques aux risques chimiques.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 13) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Questions : Pour les formations de responsabilité du prestataire : <ul style="list-style-type: none">- Quelles sont les formations minimales exigées ? Habilitations minimales ? Le cas échéant, comment ces exigences ont-elles été définies ? Sont-elles formalisées ? Pour chaque prestation ou par type de prestation ? Dans le cahier des charges / la demande de prestation ?- Comment l'exploitant s'assure (auprès du prestataire) que ces formations ont bien été suivies ? Quels contrôles ? A quelle étape de la prestation ? Quels moyens de preuve demandés ? Vérification du respect des périodicités de recyclage ? Prendre un exemple.
Constats : En dehors des habilitations exigées par Quaron, le personnel de chaque entreprise extérieure pénétrant sur le site reçoit de la part du QHSE Quaron une formation reprenant les items suivants : <ul style="list-style-type: none">• présentation de Quaron et des activités du site ;• présentation du plan de prévention de Quaron ;• présentation des autorisations de travail et des habilitations nécessaires à l'intervention ;• présentation des interdictions sur le site (cigarette, téléphone...) ;• présentation du permis de feu ;• présentation des risques pendant l'intervention ;• présentation des risques incendie et chimique sur le site ;• que faire en cas d'urgence et le plan d'évacuation ;• présentation des alarmes. Quaron dispose pour chaque équipement le nom de la société qualifiée pour intervenir. L'entreprise extérieure a fourni à Quaron les habilitations des intervenants sur les EIPS. Les intervenants choisis par Quaron lors d'un besoin dispose de sa fiche (DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011) d'habilitation avec l'historique des interventions déjà réalisées sur le site. Sur cette fiche figure la date de la dernière formation reçue sur le site de Quaron (validité de cette formation 1 an).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 14) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Questions : Pour les formations aux risques sur site : Quelles formations/actions sont prévues sur les risques sur le site ? Le contenu des formations est-il adapté aux risques des installations ? Qui prend en charge ces formations ? Par qui sont-elles organisées ? Qui délivre le justificatif de formations ? A quel(s) moment(s) ces formations ont-elles lieu ? Sont-elles renouvelées et si oui, à quelle fréquence ? Comment l'exploitant garde t-il la trace des formations suivies par chaque personne concernée (tenue d'un registre, base de données BDD) ? La documentation relative à la formation et au suivi des connaissances des personnes formées est-elle tenue à jour et à disposition de l'inspection des installations classées ? (liste des participants, durée de validité de la formation ou des habilitations délivrées à la suite d'une formation, etc.).
Constats : En dehors des habilitations exigées par Quaron, le personnel de chaque entreprise extérieure pénétrant sur le site recoit de la par du QHSE Quaron une formation reprenant les items suivants : <ul style="list-style-type: none">• présentation de Quaron et des activités du site ;• présentation du plan de prévention de Quaron ;• présentation des autorisations de travail et des habilitations nécessaires à l'intervention ;• présentation des interdictions sur le site (cigarette, téléphone...) ;• présentation du permis de feu ;• présentation des risques pendant l'intervention ;• présentation des risques incendie et chimique sur le site ;• que faire en cas d'urgence et le plan d'évacuation ;• présentation des alarmes. Quaron dispose pour chaque équipement le nom de la société qualifiée pour intervenir. L'entreprise extérieure a fourni à Quaron les habilitations des intervenants sur les EIPS. Les intervenants choisis par Quaron lors d'un besoin dispose de sa fiche (DOC - QHSE - HAB INTERV EXT SGS - IR 05 datée du 30 octobre 2011) d'habilitation avec l'historique des interventions déjà réalisées sur le site. Sur cette fiche figure la date de la dernière formation reçue sur le site de Quaron (validité de cette formation 1 an).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 15) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Questions : Pour les formations aux risques sur site : Comment l'exploitant s'assure t-il que les personnes qui interviennent sur l'installation sont correctement formées ? → Contrôles de connaissances / quizz en fin de formation ? → Comment l'exploitant vérifie que les formations aux risques sur site ont bien été suivies par les intervenants ? Par consultation d'une Base De Données ? Contrôles par sondage ? A l'accueil du site ? Par le service HSE ? Blocage des badges d'accès ?
Constats : Un questionnaire d'une dizaine de questions clôture la formation d'accueil des intervenants extérieurs.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet